



Réservé aux abonnés

En Ukraine, la France perd la « bataille des récits »

TRIBUNE. La France communique peu et s'adresse mal à l'Ukraine. Son image en ressortira écornée et sa puissance diplomatique affaiblie, estime un analyste en relations internationales.

*Aurélien Duchêne**



Publié le 30/05/2022 à 19h50



n Ukraine se jouent en grande partie le futur de l'Europe, mais aussi celui de son leadership. Or, par sa gestion actuelle de la guerre, la France risque un affaiblissement sévère et durable sur le continent. Si la France est clairement aux côtés de l'Ukraine, notre gestion de la guerre souffre de trois maux : une stratégie diplomatique peu applicable et peu lisible par nos alliés ; un soutien militaire, humanitaire et économique envers Kyiv insuffisant ; une communication à la fois trop faible et mal calibrée, au point qu'elle dessert notre image. Il en résulte une décrédibilisation de la France des opinions publiques européennes.

Ces dernières semaines ont vu monter le ressentiment envers une France accusée d'être passive. Illustré entre autres par les reproches du président ukrainien Volodymyr Zelensky et d'autres dirigeants européens envers le président français Emmanuel Macron. Ce ressentiment n'est ni limité à une séquence, ni cantonné à un public déjà coutumier du « French bashing ». En Europe de l'Est et du Nord, Paris est depuis longtemps soupçonné d'être peu fiable pour la solidarité transatlantique, entre volonté suspecte d'émancipation vis-à-vis de Washington et ambiguïté supposée vis-à-vis de Moscou. Par sa posture diplomatique et l'insuffisance de son soutien militaire à l'Ukraine, Paris conforte ses voisins dans leur conviction que seule l'Amérique peut défendre l'Europe.

PUBLICITÉ



À LIRE AUSSI

UE : les 27 en conseil de guerre à Bruxelles

Cela menace le projet d'autonomie stratégique européenne, que porte la France depuis longtemps sous divers avatars. Pour convaincre de la nécessité d'un tel projet, la France doit en effet montrer qu'elle est crédible pour défendre l'Europe et y assurer un leadership militaire. Nous manquons, hélas, la principale occasion de le faire depuis 1945.

Opinion publique

Parmi ses légitimes motivations dans sa quête de médiation et de prudence vis-à-vis du Kremlin, Emmanuel Macron entretient la politique française de « puissance d'équilibre », qui n'a, malgré son bien-fondé, jamais marché s'agissant de Moscou. Cette politique s'inscrit aussi dans notre quête de grandeur si souvent frustrée. Là où notre grandeur pourrait exister, c'est auprès de l'opinion publique internationale.

Malheureusement, la France s'aliène de plus en plus l'opinion publique européenne face à cette guerre. Aux yeux de nos voisins, la France n'agit pas comme la nation des droits de l'homme à l'heure où ils sont attaqués, alors que notre pays aurait pu être en première ligne sur ce point. Pour eux, les gouvernements britannique et polonais, aux accents nationalistes et eurosceptiques, incarnent désormais mieux la défense des valeurs européennes qu'un président français progressiste et europhile.

Mauvais souvenir

Cette guerre, qui rappelle l'importance de la propagande, est aussi une « bataille des récits » : la France est en train de la perdre. Les Britanniques, par exemple, s'adressent régulièrement aux Ukrainiens et communiquent assidûment sur leur soutien. La France communique peu sur son soutien aux Ukrainiens et s'adresse mal à eux. Là où Boris Johnson s'est construit une excellente image en Ukraine, entre déplacement spectaculaire à Kyiv et discours invoquant les mânes de Churchill, Emmanuel Macron y a profondément dégradé la sienne, en commettant des erreurs sur la forme même lorsqu'il avait raison sur le fond.

Au-delà, nous risquons de perdre la bataille des mémoires. Sans doute le président français pense-t-il pouvoir jouer un rôle dans un futur processus de paix. Mais, quelle que soit l'issue de cette guerre, les Ukrainiens et leurs voisins immédiats risquent de garder un mauvais souvenir de l'attitude française à un moment aussi crucial de leur histoire, ce qui fragilisera notre influence.

À LIRE AUSSI

Christine Clerc – Macron bientôt roi d'Europe ?

Nouvelle Europe

Enfin, de même qu'il nous faut réviser notre posture diplomatique inadaptée, il nous faut revoir certaines idées répandues dans le débat public. Ainsi ceux qui avaient avancé que le président russe Vladimir Poutine envahirait l'Ukraine s'étaient-ils vu répondre qu'un scénario si insensé relevait du fantasme, ou de la propagande belliciste des Anglo-Saxons. Des arguments répétés par tant d'autres personnalités qui se sont trompées sur le sujet, et qui dominent encore le paysage médiatique français.

En 2003, Paris avait tancé à juste titre les États d'Europe de l'Est et du Nord (qualifiés outre-Atlantique de « nouvelle Europe » par opposition à la France et l'Allemagne) pour leur soutien à l'invasion de l'Irak. Jacques Chirac avait dit qu'ils avaient « manqué une occasion de se taire ». Aujourd'hui, les mêmes États semblent incarner pour de bon une « nouvelle Europe » aux avant-postes du monde libre ; ils vont saisir l'occasion de se faire entendre, quand nous serons peu audibles.

Aurélien Duchêne, *analyste en relations internationales*, est directeur du projet du mouvement politique Objectif France.

Consultez notre dossier : [Guerre en Ukraine](#)

LA RÉDACTION VOUS CONSEILLE

- [La mauvaise passe de Vladimir Poutine](#)
- [« L'Otan est pour de nombreux pays l'unique garant de la sécurité européenne »](#)
- [Comment Viktor Orban est devenu un modèle pour les droites nationalistes](#)
- [Guerre en Ukraine : la situation au Donbass s'est « largement aggravée »](#)
- [Gérard Araud – Où nous mène l'escalade en Ukraine](#)

[GUERRE EN UKRAINE](#)

[DÉBATS](#)